

# agriculture, sylviculture & pêche

## L'agriculture, évolutions récentes et enjeux

L'agriculture française est en pleine évolution. Au sortir de la seconde guerre mondiale, les agriculteurs français ont contribué à redresser le pays, en nourrissant la population tout en modernisant leurs exploitations. Les performances de l'agriculture «avancée» n'ont cessé d'augmenter grâce à l'arrivée de nouveaux engrais, à la mécanisation, et au développement de technologies nouvelles (utilisées pour la sélection génétique par exemple<sup>1</sup>)... Certaines productions sont de moins en moins scandées par le rythme des saisons. Agriculture intensive et hausse fulgurante des rendements caractérisent l'évolution de l'agriculture française au cours de cette longue période.

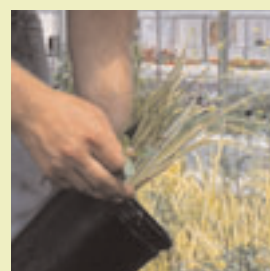
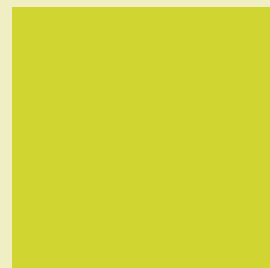
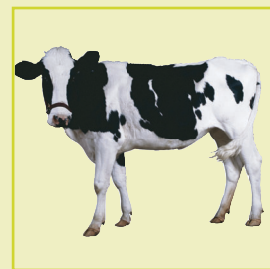
En terme d'emplois, jusqu'à la fin des années 60, la proportion des agriculteurs, bien que subissant une décroissance régulière, était encore très élevée. C'est durant les trente dernières années du XX<sup>ème</sup> siècle que le travail agricole a le plus fortement diminué. En

mars 1999, l'agriculture n'emploie plus que 949 017 personnes, soit 4,1% de la population active occupant un emploi au niveau national (en Lorraine à la même date, on compte 23 669 travailleurs dans l'agriculture, sylviculture et pêche, soit 2.7% des actifs occupant un emploi)<sup>2</sup>.

Les travailleurs de l'agriculture sont âgés. 31,2% ont plus de 55 ans au niveau national. L'arrivée de jeunes exploitants ne compense pas la diminution générale du nombre d'agriculteurs, du fait de départs très importants à la retraite. Cette tendance est corrélée avec l'augmentation de la taille des exploitations agricoles. C'est dans ce contexte que l'Etat et les professionnels ont promu une politique active de rajeunissement de la population des exploitants en aidant à l'installation de jeunes. En 2000, un rapport du CES<sup>3</sup> va dans ce sens, en avançant les préconisations nécessaires, notamment au niveau de la formation dans le secteur agricole.

Outre ces enjeux de renouvellement de la main d'œuvre, le secteur d'activité subit une forte pression à l'efficacité et à la rentabilité.

../..



### [36 secteurs]

Cette publication brosse le portrait statistique du secteur de l'**agriculture, sylviculture & pêche** en Lorraine.

Il s'inscrit dans une démarche globale de l'OREFQ d'étudier l'ensemble des secteurs d'activité selon le découpage de la nomenclature économique de synthèse en 36 postes (NES 36).

Outre les données régionales disponibles (qui peuvent différer d'un secteur à l'autre), il comporte une analyse synthétique sur les caractéristiques et l'évolution de l'emploi dans notre région.

Globalement, les tensions nationales et internationales sont extrêmement fortes et porteuses d'enjeux sociétaux et mondiaux majeurs (tant en ce qui concerne les technologies sociales de production, la fixation des cours et des prix, le contenu et les volumes d'échanges internationaux, la division et l'organisation internationales de la production et des échanges commerciaux). Ces tensions affectent les cinq continents. Le devenir de l'agriculture en France est, entre autres, lié à la politique agricole commune menée à l'échelle européenne et confronté aux questions de l'intégration élargie de l'Europe, ainsi qu'aux négociations mondiales sur les marchés (OMC). Il en va de même quant au devenir de l'agriculture lorraine.

De plus, outre l'activité économique de production, le secteur est directement interpellé dans une politique plus large de développement local, la répartition des exploitations agricoles sur l'ensemble du territoire étant censée contribuer à l'entretien des espaces ruraux et à préserver l'environnement (notamment en ce qui concerne la gestion de l'eau et la préservation de la diversité faunistique par exemple).

Enfin, l'évolution dans certains comportements des consommateurs (engouement pour les produits biologiques, adhésion aux principes de l'agriculture «raisonnée» ...) est de nature à provoquer de nouveaux changements dans l'agriculture, en particulier chez les jeunes exploitants.

## Approche générale du secteur de l'agriculture, sylviculture & pêche

### Les activités couvertes

Une vingtaine d'activités économiques<sup>4</sup> sont aujourd'hui regroupées dans le secteur de l'agriculture, sylviculture et pêche :

- Culture de céréales ; cultures industrielles
- Culture de légumes ; maraîchage
- Horticulture ; pépinières
- Culture fruitière
- Viticulture
- Élevage de bovins (activité qui inclut des activités spécialisées telles que naisseurs, emboucheurs, etc...)
- Élevage d'ovins, caprins et équidés
- Élevage de porcins
- Élevage de volailles
- Élevage d'autres animaux
- Culture et élevage associés (agrège les unités de production dont le ratio de spécialisation en l'une ou l'autre de ces activités est inférieur à 66%)
- Services aux cultures productives (activités agricoles exécutées pour le compte de tiers)
- Réalisation et entretien de plantations ornementales
- Services annexes à l'élevage (services rendus à l'élevage exécutés pour le compte de tiers tels que l'insémination artificielle, la conduite des troupeaux et la tonte des moutons. Les services vétérinaires sont exclus)
- Chasse (hors la chasse sportive et récréative)
- Sylviculture
- Exploitation forestière
- Services forestiers (services exécutés pour compte de tiers tels que l'entretien des forêts, l'évaluation du bois, la coupe ou le débardage)
- Pêche (hors pêche sportive ou récréative)
- Pisciculture, aquaculture

### Les principaux indicateurs économiques à l'échelle nationale

Les données économiques récentes du secteur agricole en France montrent une évolution instable de la production, très dépendante des variations climatiques.

Alors qu'entre 2000 et 2001<sup>5</sup>, la valeur ajoutée brute en volume diminue de 4,6% (subissant les conséquences d'une baisse de la production agricole de 3,3%), on constate un changement

[1] Les biotechnologies permettent d'opérer des modifications volontaires dans les caractéristiques des végétaux et des animaux. Elles offrent de possibilités immenses, bien plus importantes que celle attachées aux méthodes traditionnelles d'hybridation.

[2] Source : INSEE, Recensement général de population, exploitation complémentaire au lieu de résidence. Pour mémoire, en 1990, le secteur d'activité occupait 1 269 598 travailleurs, soit 5,7% des actifs occupant un emploi au niveau national, et 29 972 travailleurs, soit 3,6% des actifs occupant un emploi au niveau Lorraine.

[3] «La formation : une nécessité pour accompagner les changements dans les exploitations agricoles». Christophe de Rycke, Collection Avis et Rapport du CES, Editions JO 2000

[4] Selon la nomenclature des activités française (NAF) qui comporte dans sa présentation la plus détaillée 700 secteurs d'activité.

[5] Source : «L'agriculture en 2001 en Europe et en France» - INSEE Première n°589 juillet 2002

de situation entre 2001 et 2002<sup>6</sup> puisque le retour à la hausse de la production, permet à la valeur ajoutée brute en volume d'augmenter de 6,4%. Cette augmentation de la production ne parvient toutefois pas à compenser la diminution des prix (-3,4%), faisant chuter la valeur ajoutée brute en valeur de 0,8%.

En ce qui concerne l'excédent commercial, l'année 2002 est plus favorable que 2001 car les exportations (en évolution de 4,8% par rapport à 2001) sont supérieures aux importations (augmentant de 2,1% entre ces deux années). Au final l'excédent commercial en 2002 est de 8,7 milliards d'euros, soit 1,1 milliard d'euros de plus qu'en 2001.

Les perspectives pour 2003<sup>7</sup> montrent de nouveau une diminution des volumes produits et de leur valeur, malgré une hausse des prix. L'excédent commercial atteint 9 milliards d'euros, toujours en lien avec une croissance des exportations supérieures à celle des importations.

Le nombre d'exploitations ne cesse de diminuer et le nombre d'emplois continue à décroître, quels que soient les indicateurs et critères retenus. Malgré l'extrême difficulté à utiliser les informations statistiques pour ce secteur d'activité<sup>8</sup>, on peut affirmer que ce constat est valide pour la quasi-totalité des activités, avec des rythmes et des ampleurs inégaux.

Les orientations du développement de l'agriculture sont l'objet de débats intenses, de même que ses modes de financement et ses conditions socio-économiques de reproduction. Le couplage production agricole - travail d'entretien et de valorisation de l'environnement, s'il n'est pas absent ou complètement marginal, n'a pas, jusqu'à aujourd'hui, donné lieu aux esquisses de mutation profonde envisagées dans les inflexions affichées de la politique agricole nationale.



[6] Source : «L'agriculture en 2002 en Europe et en France» - INSEE Première n°904 juin 2003

[7] Source : «Les comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2003» - INSEE Première n° 941 décembre 2003

[8] Le secteur de l'agriculture, sylviculture et pêche est en effet très mal couvert ou pas couvert du tout par les sources d'informations les plus importantes sur les établissements productifs et l'emploi : Fichier SIRENE Champ ICS, pour le nombre et la taille des établissements productifs, Fichier DADS pour l'emploi salarié (voir notice méthodologique sur les sources en fin de brochure). Cela confère de sérieuses limites à l'analyse statistique du secteur, en particulier quand elle est réalisée à l'échelle régionale. L'appel à d'autres sources, en particulier celles du Ministère de l'Agriculture (déclinées régionalement), permet toutefois de régler quelques problèmes.

[9] Source site Internet [www.grande-region.lu](http://www.grande-region.lu). Rappelons que le territoire de la Grande Région comprend la Lorraine, les Länder de Sarre et de Rhénanie-Palatinat, la Wallonie et l'État du Luxembourg.

[10] Ce mouvement de concentration des exploitations associé à une baisse du nombre d'exploitations existe également au niveau national. Il ne s'agit pas d'une spécificité lorraine. Ainsi, le Conseil économique et social écrit : «*c'est au cours de la période 1988 - 1997 que la diminution du nombre d'exploitations a été la plus forte (- 4 % par an) : cette accélération du rythme de disparition résultait pour partie de l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans et, à partir de 1992, des mesures de préretraite proposées aux chefs d'exploitation de plus de 55 ans. Depuis 1998, le nombre des exploitations continue de diminuer, mais à un rythme moins soutenu (- 2,7 % en 2001). Entre 1997 et 2001, les installations de jeunes exploitants n'ont compensé qu'un départ à la retraite sur trois*».

Cf. l'ouvrage d'Hubert BOUCHET «Place et rôle des agriculteurs et attentes de la société», publication du CES, 2003, 124 pages.

## L'agriculture, sylviculture & pêche en Lorraine

### ***L'agriculture proprement dite***

En référence aux grandes masses produites, l'agriculture en Lorraine est qualifiée de peu diversifiée ; hors exploitation forestière, les productions de lait, de viande bovine, de céréales et de colza sont les productions dominantes. L'évolution récente des types de culture en Lorraine (entre les deux recensements agricoles de 1988 et 2000) montre une extension des cultures de colza et de blé au détriment des surfaces en herbe, ainsi que le développement de l'élevage de bovins - viande venant compenser la diminution du cheptel de bovins laitiers.

Au dernier recensement agricole en 2000, la Lorraine comptait 16 632 exploitations, soit près de 23% des exploitations de la Grande Région<sup>9</sup>. La double tendance à la baisse du nombre d'exploitations et à la concentration se poursuit. Depuis 1988, le secteur a perdu environ 10 400 exploitations, soit une baisse de 38% en 12 ans (correspondant à la disparition de près de 2 exploitations sur 5) ou encore 865 exploitations en moyenne par an<sup>10</sup>.

Dans le même temps, la superficie cultivée est en légère augmentation. La surface agricole lorraine s'étend sur 11 232 Km<sup>2</sup>, ce qui représente 51,7% du territoire régional.

Les exploitations dites professionnelles, qui détiennent à elles seules 95% de la surface agricole cultivée et 97% des bovins, ont une surface moyenne de 115 hectares en 2000, soit un accroissement de 53% par rapport à 1988 (75 hectares) ; près de 300 exploitations ont une superficie supérieure à 300 hectares en 2000, contre 69 en 1988. Les exploitations, si elles sont plus grandes, sont toujours moins nombreuses.

Au caractère structurel et massif de cette double tendance on note en parallèle un autre phénomène : celui de l'évolution des formes juridiques d'organisation, marquée par la croissance des « formes sociétaires »<sup>11</sup>.

#### Evolution du nombre et de la taille des exploitations agricoles lorraines

|                       | 1988          |              | 2000          |              |
|-----------------------|---------------|--------------|---------------|--------------|
|                       | Nombre        | Poids        | Nombre        | Poids        |
| Moins de 5 ha *       | 8 345         | 30,9         | 4 890         | 29,4         |
| 5 à moins de 20 ha    | 4 807         | 17,8         | 2 277         | 13,7         |
| 20 à moins de 35 ha   | 2 632         | 9,7          | 933           | 5,6          |
| 35 à moins de 50 ha   | 2 236         | 8,3          | 816           | 4,9          |
| 50 à moins de 75 ha   | 3 464         | 12,8         | 1 410         | 8,5          |
| 75 à moins de 100 ha  | 2 334         | 8,6          | 1 566         | 9,4          |
| 100 à moins de 125 ha | 1 415         | 5,2          | 1 354         | 8,1          |
| 125 à moins de 150 ha | 734           | 2,7          | 1 022         | 6,1          |
| 150 à moins de 200 ha | 662           | 2,4          | 1 210         | 7,3          |
| 200 à moins de 300 ha | 336           | 1,2          | 861           | 5,2          |
| 300 ha et plus        | 69            | 0,3          | 293           | 1,8          |
| <b>Total</b>          | <b>27 034</b> | <b>100,0</b> | <b>16 632</b> | <b>100,0</b> |

\* Y compris les exploitations sans SAU  
Source : Recensement agricole 1998 et 2000 - Agreste

#### Les formes juridiques des exploitations agricoles en Lorraine

|                       | 1988          |              | 2000          |              |
|-----------------------|---------------|--------------|---------------|--------------|
|                       | Nombre        | Poids        | Nombre        | Poids        |
| Exploitant individuel | 24 219        | 89,6         | 13 027        | 78,3         |
| GAEC                  | 1 822         | 6,7          | 1 826         | 11,0         |
| EARL                  | 63            | 0,2          | 1 294         | 7,8          |
| Autre société civile  | 77            | 0,3          | 178           | 1,1          |
| Autres statuts        | 853           | 3,2          | 307           | 1,8          |
| <b>Total</b>          | <b>27 034</b> | <b>100,0</b> | <b>16 632</b> | <b>100,0</b> |

Source : Recensement agricole 1998 et 2000 - Agreste

## Les plus gros employeurs de l'agriculture en Lorraine

Les cinq plus grands établissements agricoles privés de Lorraine sont :

- La Caille des Chaumes, à Bertrimoutier (88), qui réalise une activité d'élevage d'autres animaux (1 490<sup>ème</sup> rang régional en terme d'effectif)
- René Jean Marchal SNC, à Maizey (55), dont l'activité est la culture de légumes et le maraîchage (1 848<sup>ème</sup> rang régional)
- Coopérative d'insémination artificielle, à Epinal (88), dont l'activité est classée dans les Services annexes à l'élevage (2 014<sup>ème</sup> rang régional)
- Champignons de Wittring, à Wittring (57), classée dans la culture de légumes et le maraîchage (2 214<sup>ème</sup> rang régional)
- Société nouvelle Martin Fourquin, à Amnéville (57), dont l'activité est la Réalisation et l'entretien de plantations ornementales (2 324<sup>ème</sup> rang régional)

En 1988, 2 815 exploitations avaient une forme sociétaire (un peu plus de 10% des exploitations) ; c'est le cas de 3 605 exploitations en 2000, soit plus d'une exploitation sur cinq.

## La sylviculture

Avec une superficie de 841 711 hectares<sup>12</sup>, la forêt couvre 35,6% de la surface du territoire régional. Avec 280 000 hectares de forêts, le département des Vosges est le plus boisé de Lorraine (taux de boisement de 68,8%).

Notre région produit à la fois du bois de grande qualité (feuillus précieux ou nobles) et de qualité standard (résineux pour la plupart), mais aussi des produits de qualité très moyenne ou médiocre (feuillus de second choix, associés à des bois de toutes essences qui ont été mitraillés durant les périodes de guerre)<sup>13</sup>.

L'accélération des boisements en Lorraine durant les dernières décennies, en lien avec la déprise agricole, a eu pour conséquence d'augmenter la part de la forêt privée. Les boisements sont morcelés ou consistent en plantations d'épicéas. Dans l'ensemble, les forêts de sapins sont plutôt publiques tandis que les futaies d'épicéas sont plutôt privées<sup>14</sup>.

La tempête de décembre 1999 a ravagé complètement les forêts lorraines et reste encore aujourd'hui lourde de conséquence, notamment sur le plan sanitaire. Elle a causé un volume considérable de chablis. « Ces prélèvements forcés ont modifié de façon significative l'état moyen de l'ensemble forestier. Ils ont même bouleversé celui-ci sur les zones

## La pêche, pisciculture et aquaculture

Il existe une tradition de production du poisson en Lorraine en réponse à des besoins d'une région éloignée des côtes maritimes. La Lorraine est la troisième région française de production sur deux sites principaux : le Saulnois et la Woëvre.

Voici ci-après quelques caractéristiques du secteur<sup>18</sup> :

- 600 exploitants (bien qu'il ne s'agisse pas de leur activité principale) produisent 1 100 tonnes sur 7 000 Ha de plan d'eau (lacs et étangs) et 1 600 Km de cours d'eau ; ils réalisent 90 millions de CA et engendrent 130 emplois directs
- 10 exploitants pisciculteurs de poisson d'étang

- 90% de la production de poissons d'étang commercialisée pour le repeuplement
- 2 000 tonnes de truite et autres salmonidés pour 37 sites de production, sur 80 000 m<sup>2</sup> de bassins, regroupant 72 UTA<sup>19</sup> pour 44,5 millions de CA
- 5 ateliers de transformation

particulièrement touchées. Les estimations actuelles montrent qu'en Lorraine, les volumes de bois de chablis représentent au moins 26 millions de m<sup>3</sup> de bois, soit 7 fois la récolte annuelle<sup>15</sup>.

L'État (forêt domaniale) et 2 000 communes forestières sont propriétaires des deux tiers de la surface forestière lorraine. L'Office National des Forêts assure la mise en valeur économique, biologique, paysagère et touristique du patrimoine forestier. Il récolte et vend chaque année environ 3 millions de m<sup>3</sup> de bois<sup>16</sup>.

### Le plus gros employeur de la sylviculture en Lorraine

L'Office National des Forêts (ONF) est le plus gros employeur du secteur en région, employant 1 792 personnes. L'ONF est une structure publique qui compte une dizaine d'agences en Lorraine, 59 unités opérationnelles territoriales et 15 unités opérationnelles spécialisées.

Ses établissements les plus importants sont implantés à Metz, Épinal, Bar-Le-Duc et Nancy (respectivement 109<sup>ème</sup>, 123<sup>ème</sup>, 183<sup>ème</sup> et 259<sup>ème</sup> rang régional des établissements en terme d'effectif)<sup>17</sup>.

### Les plus gros employeurs de l'aquaculture en Lorraine

- Gabriel SARL, à Contrisson (55), 20 à 49 salariés oeuvrant dans l'aquaculture, pisciculture
- CAT Domaine du vieux Moulin (Association des paralysés de France), à Lachaussée (55), qui exploite l'étang et a des activités de restauration



[11] La plus répandue étant le GAEC : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun

[12] Source Inventaire Forestier National : site internet : [www.ifn.fr](http://www.ifn.fr)

[13] Source : site Internet du Groupe Interprofessionnel de Promotion de l'Economie du Bois en Lorraine (GIPEBLOR) : <http://gipeblor.netlorconcept.com>

[14] Source : Site Internet FINE for Lorraine : [http://www.efi.fi/fine/France/Lorraine/resources/f\\_management.htm](http://www.efi.fi/fine/France/Lorraine/resources/f_management.htm)

[15] Source : GIPEBLOR, site Internet cité.

[16] Source : site Internet de l'ONF : [www.onf.fr](http://www.onf.fr)

[17] Source : INSEE - BRIDGE 2001

[18] Source : Filière Lorraine d'Aquaculture Continentale (FLAC) - Données 2000. Site internet : <http://flac.chez.tiscali.fr/>

[19] L'Unité de Travail Annuel (UTA) est définie comme la quantité de temps de travail d'une personne travaillant à temps complet sur une année.

## L'emploi dans l'agriculture, sylviculture & pêche

### L'évolution depuis 1990 : baisse des effectifs

Nous distinguerons ici l'emploi tel qu'il est institutionnellement défini, la population agricole familiale et la quantification de la main d'œuvre effectuée en UTA. Toutefois, la tendance à la baisse se vérifie partout, quelle que soit la source d'information utilisée : celle-ci ne joue que sur les différences de volumes selon le champ couvert, ou les équivalences de temps calculées<sup>20</sup>.

1. La quantité d'emploi au lieu de travail (salarié et non salarié), calculée sur les données des **recensements généraux de la population**, décroît fortement entre 1990 et 1999 : elle passe de 30 216 à 23 217 emplois, soit une baisse de 23%. Mais, et ce n'est qu'un paradoxe apparent au sein de cette évolution globale, la quantité d'emploi salarié augmente si l'on suit les estimations d'emploi salarié au 31 décembre de l'INSEE : base 100 en 1990, l'indice est de 130 en 2001<sup>21</sup> : «*Même légères, ces hausses se traduisent par une forte croissance en valeur relative, en raison du déclin des actifs non salariés : en 2000, les salariés permanents<sup>22</sup> représentaient 16 % de la main-d'œuvre permanente des exploitations (exprimée en UTA ou unités de travail annuel) contre seulement 10 % en 1988*»<sup>23</sup>. Les deux explications les plus fréquemment avancées, qui peuvent être partiellement corrélées, sont les effets des politiques publiques récentes visant à valoriser l'emploi salarié dans le secteur d'une part, et l'évolution des formes d'organisation productive d'autre part.
2. Si l'on raisonne en terme de **population agricole familiale**, la tendance quantitative est la même, mais les grandeurs absolues et relatives sont plus élevées. Cette population passe de 51 600 personnes en 1988 à 31 500 en 2000, soit une diminution de 39% (représentant une perte de 20 100 personnes)<sup>24</sup>.
3. La mesure de l'évolution de l'emploi salarié permanent présente un profil différent si l'on prend l'**UTA** comme unité de calcul : «*exprimée en UTA, la main d'œuvre de salariés permanents a diminué de 18% entre les deux recensements, 2 270 UTA avaient été comptabilisées en 1988 et 1 850 en 2000*»<sup>25</sup>.

[20] Nous avons déjà évoqué les difficultés liées à l'absence de couverture statistique fiable pour dénombrer les emplois de ce secteur d'activité et en suivre l'évolution au cours du temps. Le dernier recensement général de population en mars 1999 dénombre 23 217 actifs occupés au lieu de travail, dans le secteur agricole en Lorraine. Pour suivre l'évolution des effectifs au-delà du recensement de population, il est nécessaire de passer par une estimation des effectifs en articulant trois sources d'informations différentes : les Estimations d'emploi salariés de l'INSEE, les données URSSAF relatives aux non salariés du régime général mais travaillant dans l'Agriculture et enfin les données CCMSA relatives aux non salariés du régime agricole. Si l'on prend comme exemple les données de l'année 2001, on trouve pour l'ensemble des travailleurs du secteur une estimation d'environ 22 116 personnes (soit 7 289 personnes décomptées dans les Estimations d'emploi salarié INSEE 2001 définitives ; 257 personnes décomptées par l'URSSAF en qualité de non salariés travaillant dans l'agriculture ; 14 570 personnes décomptées par la CCMSA en qualité de non salariés relevant du régime agricole).

Pour décrire les caractéristiques de l'emploi dans ce secteur, nous avons retenu le Recensement de population de l'INSEE comme source principale d'information. Cependant, il convient de s'intéresser davantage aux grandes tendances évolutives plutôt qu'aux effectifs exacts.



### Spécificité du secteur : une très forte proportion d'indépendants

En terme de structure des emplois, en mars 1999, les *Indépendants, employeurs et aides familiaux* sont majoritaires au sein du secteur : ils représentent 67,7% des actifs occupés. Ce taux est très largement supérieur à celui observé pour l'ensemble des emplois régionaux (8,6%) mais il est identique à ce que l'on trouve dans l'agriculture au niveau national.

Les fonctionnaires (dont la majorité se retrouvent parmi les ingénieurs, techniciens et agents des eaux et forêts, mais aussi des jardiniers par exemple) et les travailleurs ayant signé un CDI représentent 26,2% des actifs en emploi, mais leur proportion serait beaucoup plus importante si l'on rapportait leur nombre à la seule population des salariés. Le secteur utilise peu de main d'œuvre intérimaire (44 équivalents temps plein en décembre 2000), ce qui place l'Agriculture, sylviculture et pêche au 29<sup>ème</sup> rang régional des secteurs d'activité utilisateurs de main d'œuvre intérimaire<sup>26</sup> (cependant on sait par ailleurs qu'une partie de ses emplois salariés sont saisonniers).

En revanche, au regard de la quantité totale d'UTA, le secteur fait appel aux salariés occasionnels et, à un bien moindre degré, à des salariés d'entreprises : leur volume de travail en 2000 est estimé à 1 150 UTA, équivalent à celui de 1988, ce qui signifie que son poids relatif est devenu plus grand dans le volume total de travail<sup>27</sup>.

Les conditions d'emploi des actifs de ce secteur sont donc très différentes des conditions moyennes des actifs en Lorraine. Cela s'explique par la permanence d'une forte tradition historique mais aussi par le succès de l'Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée (EARL) créée en 1985, qui est une forme juridique que peuvent prendre les exploitations agricoles et qui présente certains atouts : les EARL peuvent être unipersonnelles et, en cas de perte d'exploitation, la responsabilité des associés (qui peuvent être des conjoints) n'est engagée qu'à concurrence de leurs apports.

[21] Source INSEE - Estimations d'emploi salarié au 31/12 de l'année (2001 provisoires)

[22] Le terme de «permanent» signifie «emploi durable tout au long de l'année» et non pas «emploi à plein temps».

[23] Hubert BOUCHET «Place et rôle des agriculteurs et attentes de la société», publication du CES, 2003, 124 pages. Opus cité

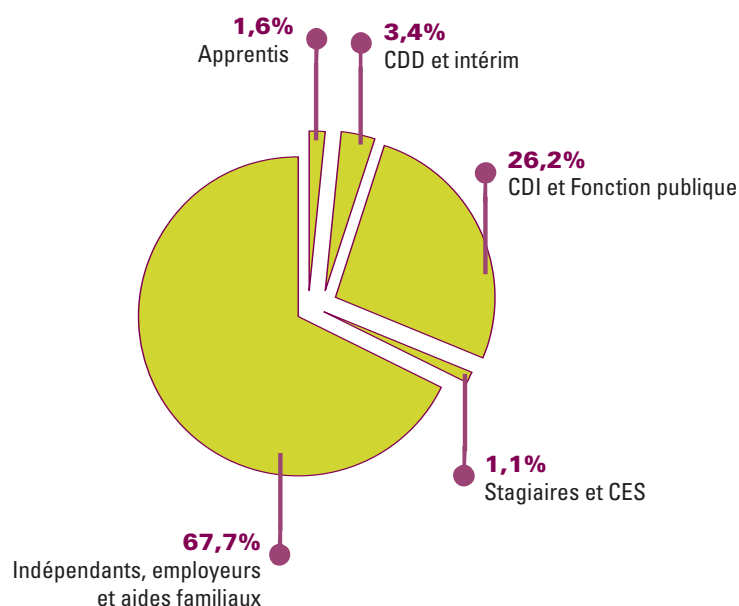
[24] et [25]

Source : «Agreste Lorraine» n° 31 supplément - juin 2001. La période n'est pas la même, mais un lissage linéaire effectué sur la base des pertes annuelles moyennes montre, quelle que soit la référence de calcul, que l'ampleur des variations est plus grande si l'on s'en tient à la période 1990-1999.

[26] Source MES - DARES Exploitation des fichiers UNEDIC des déclarations des agences d'intérim

[27] Source : «Agreste Lorraine», opus cité. Volume total de travail en UTA en 1988 : 34600, soit une contribution des salariés occasionnels au travail produit de 3,3%. Volume de travail en UTA en 2000 : 219 000, soit une contribution des salariés occasionnels au travail produit de 5,2%.

Les conditions d'emploi des actifs en mars 1999



Source : INSEE - Recensement de la population 1999, exploitation complémentaire au lieu de résidence

## Un retard de féminisation des emplois

Tout comme la mesure de l'emploi agricole en général, l'évaluation des emplois féminins du secteur dépend des sources utilisées.

Selon le recensement de population de l'INSEE, le volume de l'emploi féminin chute de près de 36% entre 1990 et 1999. Cette diminution touche à la fois l'emploi salarié et l'emploi non salarié. Toutefois, selon la source Agreste, cette chute semble aujourd'hui enraillée : par exemple, le nombre de femmes exploitantes non salariées, qui a baissé de 13% entre 1998 et 2001,

s'accroît en 2002 pour atteindre un niveau proche de celui de 1998 et représentait 21% de l'ensemble des exploitants non salariés.

En 2001, la MSA évalue les emplois féminins à 20,7% des effectifs non salariés et la source des estimations d'emploi salarié de l'INSEE place ce taux à 22,9% des effectifs tous régimes confondus (général et agricole), ce qui classe le secteur de l'*Agriculture, sylviculture et pêche* à la 24<sup>ème</sup> position des secteurs les plus féminisés (sur 36 secteurs d'activité).

## Un rajeunissement encore timide de la pyramide des âges

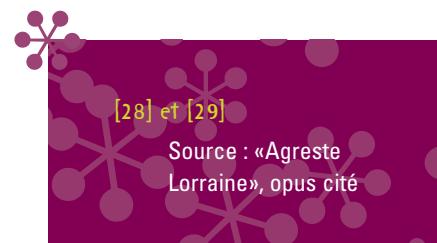
En mars 1999 au Recensement de population, 30,6 % des actifs en emploi ont moins de 36 ans, et 69,3% ont 36 ans et plus. Les actifs du secteur sont globalement plus âgés que la moyenne régionale (respectivement 38,3% et 61,6% pour les mêmes tranches d'âge). Tous statuts confondus (salariés ou non-salariés), la structure d'âge se rajeunit et reste proche de la structure nationale. L'âge moyen des chefs d'exploitation diminue : 51 ans en 1988, 48 ans en 2000<sup>28</sup>.

Le problème majeur est que ce rajeunissement se fait dans un trend structurel de baisse de l'emploi, et qu'il est beaucoup plus dû aux départs en retraite plus nombreux et à la disparition d'exploitations qu'à un haut degré d'attractivité entraînant des entrées conséquentes de jeunes actifs dans les professions du secteur.

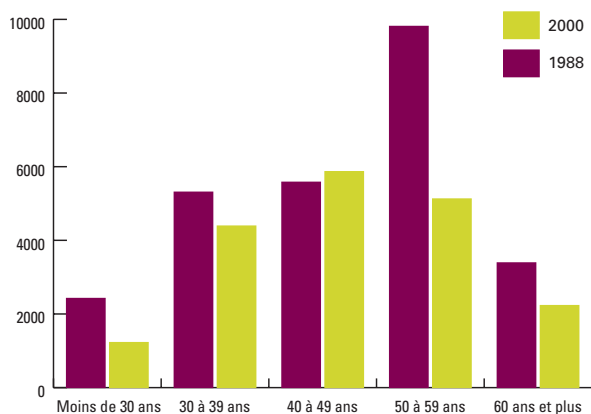
### Répartition par sexe des exploitants non salariés relevant du régime agricole

|                  | 1998   | 1999   | 2000   | 2001   | 2002   |
|------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Tous exploitants | 14 967 | 14 765 | 14 618 | 14 570 | 14 511 |
| Hommes           | 11 907 | 11 736 | 11 603 | 11 552 | 11 460 |
| Femmes           | 3 060  | 3 029  | 3 015  | 3 018  | 3 051  |
| % femmes         | 20,4   | 20,5   | 20,6   | 20,7   | 21,0   |

Source : CCMSA - STAT/OES

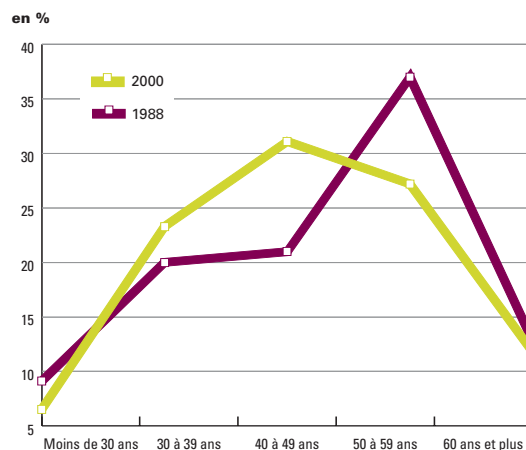


### Répartition des effectifs selon l'âge en 1988 et 2000



Source : Agreste - Recensements agricoles de 1988 et 2000

### Structure par âge des effectifs en 1988 et 2000



Source : Agreste - Recensements agricoles de 1988 et 2000



Toujours selon la source INSEE, on note que le taux de féminisation du secteur est inférieur à celui des emplois salariés tous secteurs confondus en Lorraine (44,6%), ainsi qu'à celui de l'*Agriculture, sylviculture et pêche* au niveau national (23,6%).

Les femmes sont par ailleurs plus nombreuses que les hommes à travailler à temps partiel : en mars 1999, les proportions de travailleurs à temps partiel sont respectivement de 25,2% et 3,5% pour les femmes et les hommes. Ces taux restent toutefois inférieurs à la moyenne tous secteurs confondus, qui se situe en Lorraine à 34,9% pour les femmes et 4,5% pour les hommes. Les travailleurs de l'*Agriculture, sylviculture et pêche* recourent donc moins souvent au temps partiel.

### Répartition par sexe des salariés de l'agriculture en Lorraine

|  | 1998  | 1999  | 2000  | 2001  |
|--|-------|-------|-------|-------|
| Ensemble des salariés de l'Agriculture | 8 161 | 7 902 | 7 605 | 7 289 |
| dont femmes                            | 1 813 | 1 782 | 1 724 | 1 671 |
| % femmes                               | 22,2  | 22,6  | 22,7  | 22,9  |

Source : INSEE - Estimations d'emploi salarié au 31 décembre de chaque année

### Répartition par sexe des salariés de l'agriculture en France

|  | 1998    | 1999    | 2000    | 2001*   |
|--|---------|---------|---------|---------|
| Ensemble des salariés de l'Agriculture | 369 508 | 360 616 | 352 493 | 340 907 |
| dont femmes                            | 101 014 | 84 568  | 83 020  | 80 289  |
| % femmes                               | 27,3    | 23,5    | 23,6    | 23,6    |

\* Données provisoires

Source : INSEE - Estimations d'emploi salarié au 31 décembre de chaque année

## Les métiers exercés dans l'agriculture, sylviculture & pêche en Lorraine : un lien très fort avec les activités économiques

D'une façon générale, ce secteur a un niveau de formation plus faible par rapport à l'ensemble de la population active en Lorraine : les écarts sont surtout marqués pour les non diplômés (32,6% dans le secteur contre 22,2% en moyenne régionale) et pour l'enseignement supérieur (8,7% contre 20,9%). Il n'en reste pas moins que la tendance est à la hausse des qualifications, due pour partie à la scolarisation aujourd'hui suivie par les jeunes exploitants agricoles.

Par ailleurs, les informations produites par Agreste Lorraine soulignent également l'élévation des niveaux de formation des chefs d'exploitation. Ces travailleurs «*sont surtout beaucoup mieux formés. Le niveau BEPA est atteint ou dépassé par 55% des chefs et co-exploitants professionnels [en 2000], ce pourcentage n'était que de 20% en 1988*»<sup>29</sup>. Il est difficile, dans cette évolution, de faire la part d'un effet mécanique retardé et spécifique produit par l'allongement des temps de

scolarisation et la transformation de la pyramide des âges, des efforts singuliers déployés par les organisations sectorielles et les institutions en charge du secteur pour élever les niveaux de formation.

En mars 1999, la répartition des actifs occupant un emploi dans le secteur selon la famille professionnelle montre une prépondérance logique des *Agriculteurs, éleveurs* (16 312 actifs), des *Bûcherons, sylviculteurs* (2 865 actifs) et des *Maraîchers, jardiniers, viticulteurs* (1 703 actifs) parmi l'ensemble des professionnels. Sur ces trois premières familles professionnelles par la taille (voir le tableau détaillé à la page suivante), il existe une certaine homogénéité dans le niveau de diplôme des travailleurs :

- entre 32 et 40% des travailleurs n'ont aucun diplôme
- entre 42 et 44% ont un BEPC ou un niveau CAP/BEP

- entre 10 à 16% ont un niveau baccalauréat
- et 6 à 8% ont un niveau d'études supérieures.

Une autre famille professionnelle significative par le nombre d'actifs (624 personnes) se démarque par une nette élévation dans le niveau de diplôme. Il s'agit des *Techniciens et cadres de l'agriculture* : 34% d'entre eux sortent en effet de l'enseignement supérieur.

En ce qui concerne les employés administratifs et les personnels de secrétariat et des services comptables, ils ne représentent pas plus de 500 personnes. Leur niveau de diplôme se situe majoritairement au CAP/BEP pour les *Employés administratifs d'entreprise* et les *Secrétaires*, mais au baccalauréat et à l'enseignement supérieur pour les autres fonctions tertiaires susmentionnées.

## Ensemble des actifs occupant un emploi dans l'agriculture sylviculture et pêche en Lorraine, par familles professionnelles et par diplôme

|   | Total*         | Aucun diplôme | BEPC, CAP/BEP | Baccalauréat | Diplôme de l'ens. supérieur |
|---|----------------|---------------|---------------|--------------|-----------------------------|
| Agriculteurs, éleveurs  | 16 312         | 32,3          | 44,1          | 15,9         | 7,8                         |
| Bûcherons, sylviculteurs                                      | 2 865          | 40,3          | 42,9          | 10,8         | 6,0                         |
| Maraîchers, jardiniers, viticulteurs                          | 1 703          | 36,9          | 42,9          | 13,9         | 6,3                         |
| Techniciens et cadres de l'agriculture                        | 624            | 4,2           | 31,1          | 30,8         | 34,0                        |
| Employés administratifs d'entreprise                          | 434            | 6,2           | 56,0          | 22,1         | 15,7                        |
| Employés des services comptables et financiers                | 148            | 21,6          | 28,4          | 17,6         | 32,4                        |
| Ouvriers qualifiés des travaux publics et du béton            | 145            | 14,5          | 57,2          | 19,3         | 9,0                         |
| Techniciens des services administratifs                       | 136            | 5,9           | 23,5          | 11,8         | 58,8                        |
| Bâteliers, aquaculteurs                                       | 105            | 30,5          | 38,1          | 16,2         | 15,2                        |
| Secrétaires   | 104            | 7,7           | 65,4          | 20,2         | 6,7                         |
| Conducteurs routiers  | 103            | 45,6          | 42,7          | 7,8          | 3,9                         |
| Ouvriers non qualifiés du bois                                | 100            | 76,0          | 24,0          | 0,0          | 0,0                         |
| Agents d'entretien  | 80             | 63,8          | 26,3          | 10,0         | 0,0                         |
| Employés administratifs de la fonction publique (catégorie B) | 68             | 5,9           | 29,4          | 41,2         | 23,5                        |
| Ouvriers non qualifiés de la manutention                      | 64             | 31,3          | 25,0          | 31,3         | 12,5                        |
| Ouvriers non qualifiés des industries de process              | 64             | 50,0          | 43,8          | 0,0          | 6,3                         |
| <b>Ensemble du secteur</b>                                    | <b>23 669</b>  | <b>32,6</b>   | <b>43,2</b>   | <b>15,4</b>  | <b>8,7</b>                  |
| <b>Tous secteurs confondus en Lorraine</b>                    | <b>888 470</b> | <b>22,2</b>   | <b>42,2</b>   | <b>14,7</b>  | <b>20,9</b>                 |

\* Pour les familles dont l'effectif est significatif (supérieur ou égal à 64)

Source : INSEE - Recensement de la population 1999, exploitation complémentaire au lieu de résidence

Les familles professionnelles ouvrières sont également peu nombreuses. Il s'agit des *Ouvriers qualifiés des travaux publics et du béton*, et des *Ouvriers non qualifiés de la manutention*. Les titulaires de ces emplois sont eux aussi d'un bon, voire très bon niveau de formation. Les premiers se situent

majoritairement au niveau du CAP/BEP mais ils sont 28% à avoir décroché un Bac ou un titre de l'enseignement supérieur au Bac. Quant aux seconds qui occupent des emplois «non qualifiés», ils sont 43,8 % à être titulaires d'un Bac ou d'un diplôme supérieur !

## Quelques définitions

### Exploitation agricole

Il s'agit d'une unité économique gérée par une personne ou un groupe de personnes qui participe à la production agricole et qui répond à l'un des critères suivants : 1 ha ou plus de superficie agricole utilisée ou à défaut 20 ares ou plus de cultures spécialisées (des seuils plus fins ont été déterminés pour certaines cultures spécialisées). Elle doit présenter une activité suffisante de production agricole estimée en nombre d'animaux, en surface de production ou en volume de production.

### Exploitation professionnelle

Une exploitation est dite professionnelle lorsqu'elle répond simultanément aux deux conditions suivantes :

- La quantité totale de travail qui y est fournie au cours d'une année est au moins équivalente à celle d'une personne occupée à trois quarts de temps au cours de cette même période

- Sa dimension économique est égale ou supérieure à 12 hectares équivalent blé, ou 7 équivalent vache laitière.

### Valeur ajoutée brute

La valeur ajoutée mesure la production nouvelle réalisée par une entreprise. Elle est dite brute quand on retire du chiffre d'affaire (valeur de la production) les consommations intermédiaires nécessaires à la production.

### Aide familial

Ascendant, descendant, frère, soeur et allié au même degré du chef d'exploitation ou de son conjoint, vivant sur l'exploitation et participant à sa mise en valeur sans avoir la qualité de salarié.

### EARL

Exploitation Agricole à responsabilité Limitée. Dans ce cas les conjoints peuvent s'associer, chaque associé ne supporte les pertes éventuelles qu'à concurrence de ses apports et elle peut être unipersonnelle.

### GAEC

Groupement Agricole d'Exploitation en Commun.

### Surface Agricole Utilisée (SAU)

Notion normalisée européenne qui comprend les terres arables (superficies en céréales, oléagineux, betteraves et autres cultures industrielles, pommes de terre, légumes frais et secs de plein champs et en maraîchage, les cultures florales, les cultures fourragères ainsi que les jardins familiaux et les jachères), les cultures permanentes et les prairies permanentes.

### Unité de Travail Annuel (UTA)

Il s'agit de la mesure du travail fourni par la main d'œuvre, en prenant comme référence le travail d'une personne à temps plein durant une année entière. Une personne à temps plein pendant un an équivaut à une UTA.

## Notice méthodologique sur les sources utilisées

### Recensement de population de l'INSEE

Le recensement général de population de l'INSEE enquête tous les habitants de la France à intervalles réguliers dans le but d'obtenir une photographie sur les modes et les conditions de vie, la formation initiale ainsi que les caractéristiques de l'activité de chaque individu. Il s'agit d'une source déclarative.

Outre les données sociodémographiques de base, issues de l'exploitation principale, les données détaillées sur l'emploi sont exploitées sur un échantillon du quart de la population (exploitation complémentaire), ce qui peut affecter sensiblement la fiabilité des résultats sur de petits effectifs. Les résultats doivent être considérés comme des ordres de grandeur. Ainsi, en dessous du seuil minimal de 64 individus, les informations sont considérées comme trop fines et sans significativité.

### Recensement agricole

Le recensement agricole est réalisé par les services statistiques des directions régionales et départementales de l'Agriculture et de la Forêt, coordonnés par le service central des enquêtes et études statistiques du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Les deux derniers recensements agricoles ont eu lieu en 1988 et 2000.

### Estimation d'emploi salarié de l'INSEE

Les estimations sont réalisées au 31 décembre de l'année. Elles sont déclinées selon le secteur d'activité et sont calculées au lieu de travail. Cette source d'information s'appuie sur l'exploitation complémentaire du Recensement général de population de l'INSEE, qui offre les données les plus exhaustives sur l'emploi, mais également par d'autres sources statistiques ou

administratives (les effectifs salariés de l'ASSEDIC et de l'URSSAF, le fichier BRIDGE de l'INSEE sur les entreprises de plus de 50 salariés, les données de la MSA, etc.).

### Données URSSAF

L'URSSAF gère un grand nombre d'informations sur les entreprises et l'emploi. Les données utilisées ici sont celles relatives aux non salariés du régime général mais travaillant dans l'agriculture (cotisation des employeurs et travailleurs indépendants)

### Données CCMSA

Cette source concerne les non salariés du régime agricole.

## Pour en savoir plus ...

### Bibliographie complémentaire

- «Agriculture : des récoltes abondantes, mais des prix en baisse», INSEE Economie Lorraine n°227 juin 2003, page 10
- «Agriculture : nouveau recul du résultat agricole», INSEE Economie Lorraine n°221 juillet-août 2002, page 12 et 13
- Les Tableaux de l'économie Lorraine 2002/2003, INSEE Lorraine
- GREP Revue Pour n°178 : «Science et agriculture, accords et désaccords», juin 2003
- GREP Revue Pour n°161 : «Nouvelles formes de travail en milieu rural», mars 1999
- Plan de développement rural national français. Paris, Ministère de l'agriculture et de la pêche, 2000, 315 pages

### Lieux ressources

- INSEE Lorraine, 15 rue du Général Hulot, 54000 Nancy <http://www.insee.fr/>
- Ministère de l'Agriculture, de la pêche et de l'environnement 78 rue de Varenne, 75007 Paris
- DRAF (données Agreste) Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt, 4 rue Wilson, 57000 Metz
- Chambre Régionale d'Agriculture de Lorraine, 9 rue de la Vologne, 54524 Laxou cedex
- INRA Institut National de Recherche Agronomique, Centre de recherche de Nancy, Forêt d'Amance, 54280 Champenoux. <http://www.nancy.inra.fr/>
- Filière Lorraine d'Aquaculture Continentale (FLAC) 67 rue Principale, 57260 Lindre-Basse <http://flac.chez.tiscali.fr/>
- Syndicat des Propriétaires Exploitants d'étangs de l'Est, 50 rue Principale, 57580 Aube
- APECITA Association de l'Emploi des Cadres, Ingénieurs et Techniciens de l'Agriculture, 9 rue de la Vologne, 54520 Laxou



### Auteurs

Nicolas EURIAT (GREE)  
Hervé LHOTEL (GREE)  
Marie Laure ZORZIN (OREFO)

Source : INSEE - Recensement général de la population. Exploitation complémentaire

|  |           |                         |
|--|-----------|-------------------------|
| <b>Emploi total</b><br>(emplois salariés et non salariés au lieu de travail)                                     | 1990      | <b>30 216</b>           |
| <b>Emploi total</b><br>(emplois salariés et non salariés au lieu de travail)                                     | 1999      | <b>23 217</b>           |
| <b>Evolution</b> intercensitaire de l'emploi total<br>(emploi salarié et non salarié au lieu de travail)         | 1990/1999 | <b>-23.2%</b>           |
| <b>Poids</b> dans l'emploi total régional  | 1999      | <b>2.8%</b>             |
| <b>Rang sur 36</b> secteurs d'activité   | 1999      | <b>11<sup>ème</sup></b> |
| Part des <b>moins de 26 ans</b><br>parmi les actifs occupant un emploi   | 1999      | <b>8.1%</b>             |
| Part des <b>plus de 50 ans</b><br>parmi les actifs occupant un emploi  | 1999      | <b>28.4%</b>            |
| Part des <b>non diplômés</b><br>parmi les actifs occupant un emploi  | 1999      | <b>32.6%</b>            |
| Part des diplômés de l' <b>enseignement supérieur</b><br>parmi les actifs occupant un emploi                     | 1999      | <b>8.7%</b>             |
| Part des <b>femmes</b> dans l'emploi <b>non salarié</b>  | 1999      | <b>27.1%</b>            |
| Part des <b>femmes</b> dans l'emploi <b>salarié</b>  | 1999      | <b>21.7%</b>            |
| <b>Evolution</b> de la part des femmes dans l'emploi total<br>(emploi salarié et non salarié au lieu de travail) | 1990/1999 | <b>-35.8%</b>           |

|  |      |               |
|--|------|---------------|
| Nombre d' <b>établissements productifs</b> | 2000 | <b>13 632</b> |
| Nombre d' <b>Unité de Travail Annuel</b>   | 1988 | <b>2 270</b>  |
| Nombre d' <b>Unité de Travail Annuel</b>   | 2000 | <b>1 850</b>  |

source : Agreste - Recensement agricole

|  |                            |
|--|----------------------------|
| Nombre d' <b>établissements</b> productifs                   | <i>Secteur non couvert</i> |
| Taux de <b>création</b> des établissements productifs        | <i>Secteur non couvert</i> |
| Part des salariés dans les <b>TPE</b> (moins de 10 salariés) | <i>Secteur non couvert</i> |

Source : INSEE, SIRENE

|   |                            |
|---|----------------------------|
| <b>Salaire horaire net moyen</b> du secteur (en euros)  | <i>Secteur non couvert</i> |
| <b>Ecart</b> par rapport au salaire horaire net moyen<br>des 36 secteurs d'activité lorrains (en euros) | <i>Secteur non couvert</i> |

Source : INSEE - Impôts, DADS